

Dettes publiques : cas de la Hongrie et aperçu sur les autres anciens pays socialistes

Judith Morva

HISTORIQUE

Situation politique – La région d'Europe centrale et orientale est une région dépendante, les frontières sont définies par les grands pays impérialistes du continent. Ainsi à la fin de la Grande Guerre l'Autriche-Hongrie disparaît et on crée des nouveaux pays comme la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la grande Roumanie tandis que la Hongrie a été amputée des 2/3 de son territoire. Quant à la Pologne, à la fin de la 2ème guerre, elle est poussée vers l'ouest de 200 km. C'est alors que plusieurs millions de personnes sont déplacées pour des raisons ethniques.

Le sort des peuples de la région se détermine aux traités de Versailles/Trianon, puis à la conférence de Téhéran en 1943, à Yalta en février 1945 et Potsdam en juillet 1945 – et bien plus tard en 1986 à Reykjavik.

Certains pays, comme la Pologne et la Hongrie, acceptent difficilement la situation, elles veulent l'indépendance et surtout ne veulent pas de socialisme, non comme en Grèce, où la gauche est forte. Les Grecs auraient été tentés par une politique à gauche, voire socialiste – mais les zones établies déterminent ce que les peuples sont autorisés à faire !

Projet économique de la gauche à la fin de la deuxième guerre :

- le rattrapage des pays développés qu'on veut atteindre par le développement prioritaire de l'industrie lourde ("Le communisme, c'est le pouvoir des Soviets plus l'électrification du pays." - Lénine). Cette politique économique est considérée maintenant comme une erreur, vu que la réalisation est lente donc l'amélioration des conditions de vie de la population sera lente aussi.
- mettre fin au féodalisme tardif, à la grande propriété foncière (latifundium) – (distribution des lopins, selon des pays nationalisation ou collectivisation de l'agriculture);
- mettre fin au pouvoir politique des Églises : en Hongrie l'Église catholique possédait un tiers des terres cultivées. Le nouveau pouvoir généralise l'école laïque.

Évolution des mentalités - Pour la transformation de la société on organise des élections au suffrage universel, non censitaire où les femmes votent aussi ; on interdit les titres de noblesse et les titres honorifiques comme "főméltóságú" (Son Altesse Sérénissime), "nagyméltóságú" (Son Excellence le /), "kegyelmes" (Son / Sa grâce) , "méltóságos" (L'honorable), "nagyságos" (Le Vénérable), etc.. Mais essentiellement

on attend que l'évolution des mentalités dans la société se fasse comme une conséquence de la transformation économique.

Toutes ces réalisations d'après-guerre sont remises en question actuellement: l'industrie lourde a pratiquement disparu, détruite, la grande propriété terrienne est reconstituée en Pologne et en Roumanie en faveur de l'Église, en Hongrie, au nom de l'efficacité on a laissé se reconstituer les latifundiums (environs 1500-1600 personnes sont devenus de grandes propriétaires terriens). Les subventions de la Politique Agricole Commune (PAC) servent les très grands propriétaires ; les mentalités de soumission se renforcent, l'État accorde à l'Église un rôle d'adjoint au pouvoir, à l'école le catéchisme est enseigné, l'avortement est interdit en Pologne, la contraception coûte très cher, peu de femmes participent à la vie politique, etc.

La dette et le socialisme - L'endettement des pays de la région est chronique, c'est le signe de leur dépendance, et en même temps les coûts de la dette les maintiennent dans cette dépendance.

Les guerres permettent d'annuler certaines dettes, ou au moins de les ré-échelonner, mais le problème de la dette est général. Par exemple : les obligations russes d'avant 1917 possédées par les familles françaises sont bien connues, en Hongrie aussi une obligation émise en 1924 en £ à 2,94% est toujours remboursée... (avec interruption pendant des années socialistes) – la continuité de la dette est un principe que les créanciers veulent maintenir éternellement ! Guerre, révolution, socialisme, rien n'importe : la dette publique doit être remboursée !!!

Avec l'arrivée du socialisme la majeure partie de la dette ancienne n'est pas reconduite, un nouveau cycle commence.

Pour éviter de retomber dans la dépendance et dans le piège de l'endettement, les pays de l'Est limitent strictement le commerce extérieur avec les pays occidentaux. Par contre ils renforcent leur coopération interne en créant dès 1949 une immense zone protectionniste: le COMECON, recouvrant 1/6 de la planète, riche en matières premières, mais pauvre en industrie, en agriculture moderne. La fermeture rigoureuse des frontières a comme objectif de ne pas renouveler la dépendance par la dette chronique. La limitation de la liberté du voyage de la population viendra après..., quand les dirigeants se rendront compte – comme à Berlin de l'Est – que les gens, surtout éduqués, partent en masse. Car la période d'après-guerre n'a plus rien à voir avec la période de la crise de 1929. Le bien-être se généralise dans les pays occidentaux, cela attire les gens de l'Est.

Le rideau de fer isole les deux parties du continent – la prise de conscience de cet isolement, ainsi que la méconnaissance de l'autre est très aigüe à l'Est mais tout aussi complète à l'Ouest.

Quelle société construire ? Rigoureusement enfermée sur elle-même ? La fermeture des frontières si caractéristique de ces pays vient en partie de la crainte de dépendance et de l'endettement.

ÉVOLUTION DANS LE TEMPS

La nouvelle vague de l'endettement va ensemble avec l'ouverture économique et politique à partir de la deuxième moitié des années 70 et la première crise de la dette arrive rapidement en 1982 parallèlement avec celle des pays d'Amérique latine. Ne sont concernées alors que la Pologne et la Hongrie.

La lutte politique interne en Hongrie bat son plein entre ceux qui veulent l'ouverture (et qui imaginent souvent une convergence possible entre socialisme et capitalisme) et les rigoureux, qui voudraient fermer à nouveau les frontières mais qui politiquement n'arrivent plus à imposer leurs vues. La Hongrie et la Pologne deviennent membres du FMI et de la Banque Mondiale dont le diktat est moins sévère que pour les pays Latino-américains.

La Roumanie de Ceaușescu rembourse leur dette au prix de souffrances incroyables pour leur population, l'Albanie maintient une fermeture rigoureuse de ses frontières, tandis qu'en Tchécoslovaquie et en Allemagne de l'Est la dette prend la forme de dettes des entreprises, donc elle n'est pas directement une dette publique.

LE CAPITALISME SE RÉINSTALLE DANS LA RÉGION, LA DÉPENDANCE ENVERS L'OCCIDENT SE RECRÉE

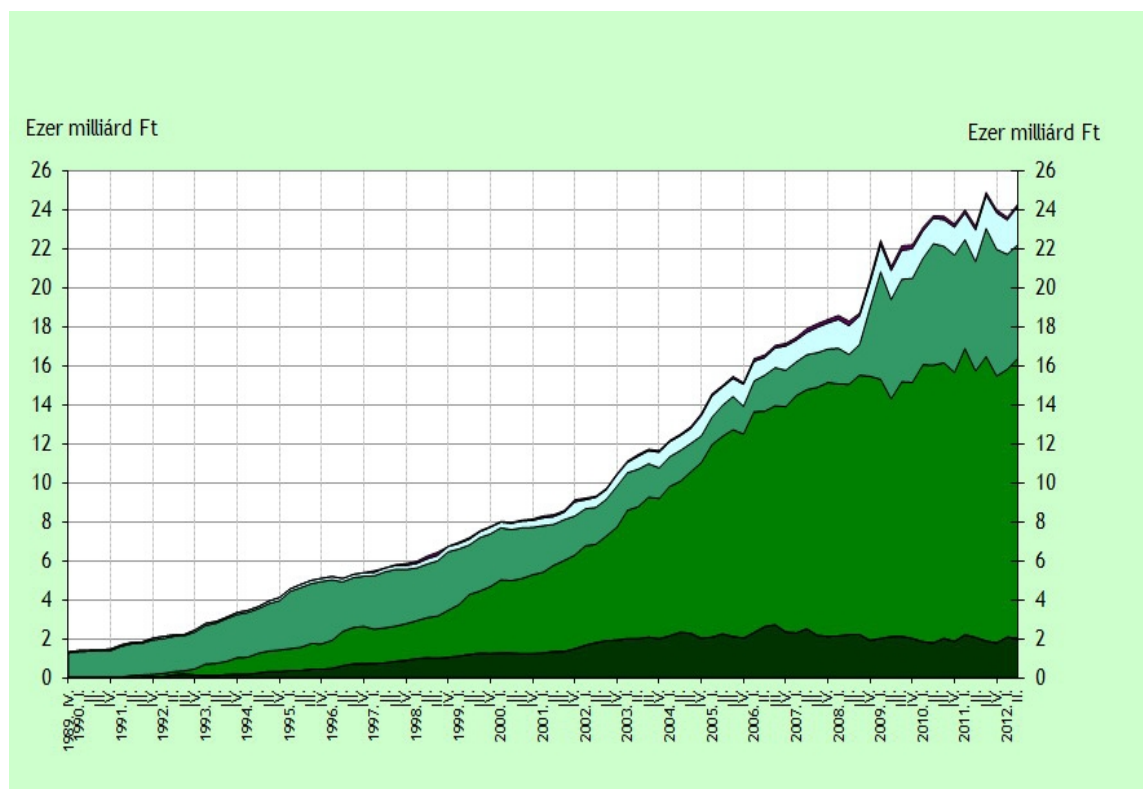
Notons, que les chiffres sur la dette sont difficilement compréhensibles, trop de détails mais pas de données simples, compréhensibles. La comparaison dans le temps et entre les pays est difficile, faut-il analyser la dette en \$ ou en € ou en monnaie nationale ? Mais actuellement la situation est telle que, malgré ce brouillage statistique, l'ensemble de la situation est claire : la dette coûte très cher, le remboursement est impossible.

En 1989 la Hongrie a 20 milliards \$ de dette, ce qui sert d'argument pour dire que le socialisme est inefficace économiquement :

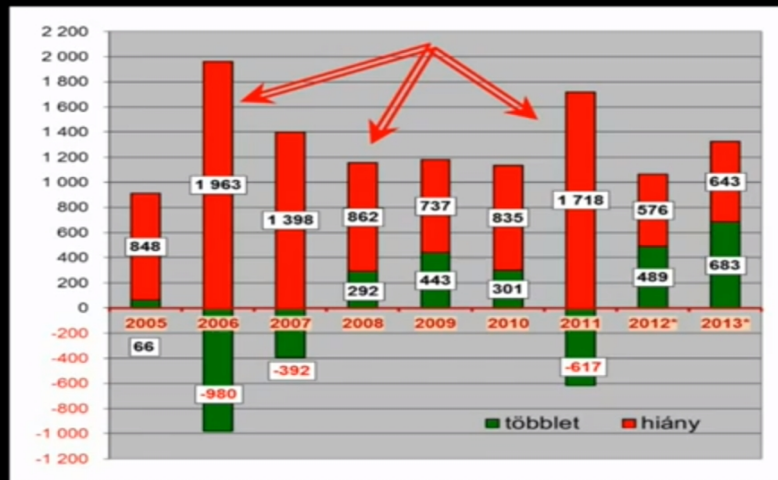
- la taille de la dette triplent dès les premières 4 années du changement de système, au même moment que 1,5 million (sur une population de 10 millions) de personnes perdent leur emploi une fois pour toutes ; le rythme de l'endettement reste rapide jusqu'à nos jours.
- au début, la nouvelle vague de l'endettement sert à atténuer les conséquences sociales de la défaite/chute économique. Il était indispensable d'étaler dans le temps la baisse du niveau de vie, il fallait laisser du temps à la nouvelle élite de prendre le pouvoir pour détruire les structures institutionnelles de l'ancien système, pour empêcher la révolte, la volonté de sauvegarder des acquis les plus

populaires : retraites, protection de santé, éducation publique gratuite), plein emploi, droit au logement, etc.

Depuis, la dette augmente régulièrement, même dans les années de croissance entre 1996-2007



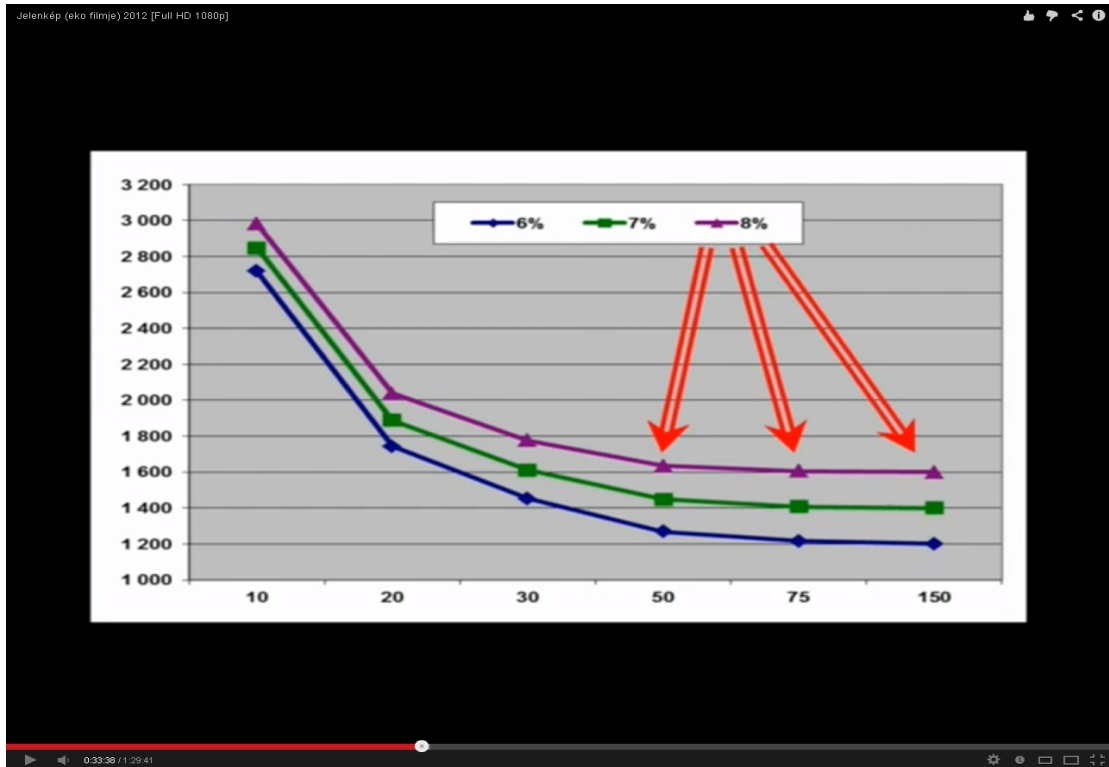
- car même les intérêts sont payés grâce à de nouvelles dettes (tableau 3) :



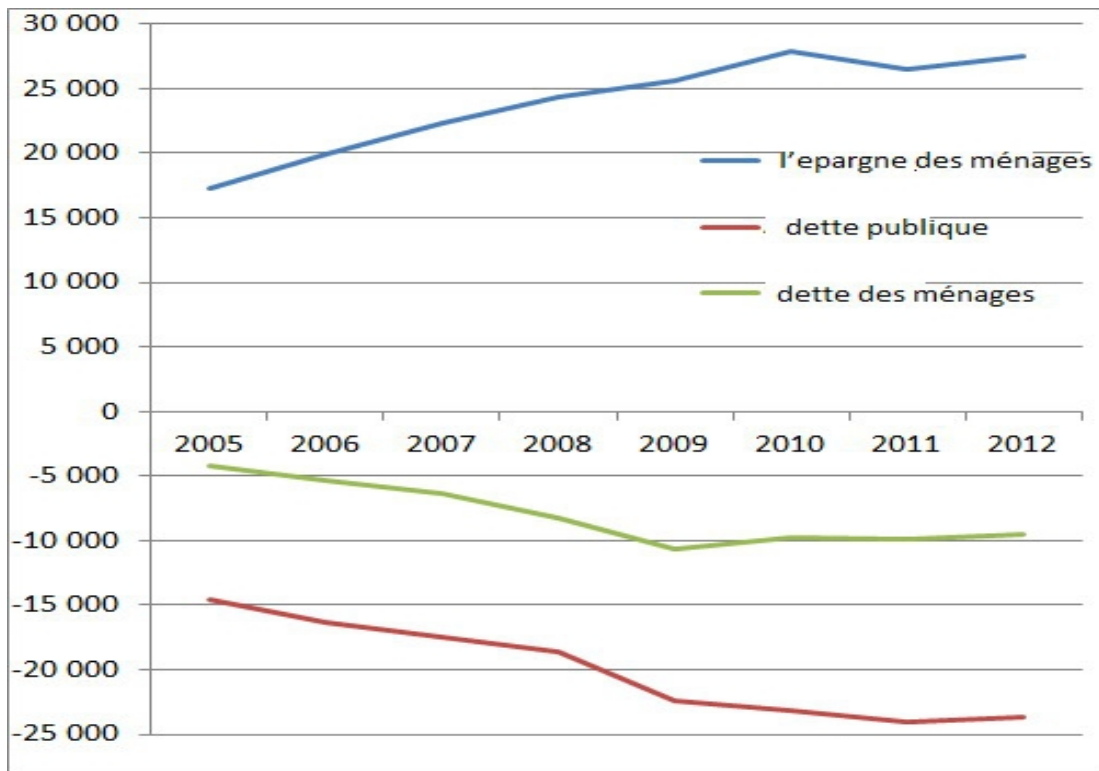
- les 9 dernières années, de 2005 à 2013 à part 3 années, l'accroissement de la dette est automatique, le pays s'endette de plus en plus pour payer des anciennes dettes !!!
- actuellement la dette est 5-6 fois plus élevée qu'en 1989 : ~100 000\$ (23 000 milliards de HUF), ce qui correspond aux 80% du PIB.

LA POLITIQUE DU FIDESZ, LE GOUVERNEMENT REBELLE DE DROITE EXTRÊME:

- refus de se soumettre à la Troïka : FMI-EU-BCE. Par conséquence, le financement se fait sur le marché financier où les taux d'intérêts – très volatiles entre 6-12 %/an pour la Hongrie – sont plus élevés que le financement offert par des institutions internationales. La Hongrie paye des taux d'intérêts 3-4% plus élevé que la Tchéquie ou même la Pologne.
- la Hongrie a payé presque 10 000 milliards HUF en intérêts et a pris la même somme en nouvelle dette entre 2005-2013 – une rente pour les créanciers. (tableau 3) Pour payer les intérêts on continue à s'endetter.
- tentative de remboursement : la gouvernement FIDESZ nationalise des caisses de retraites privées et utilise la moitié du capital accumulée de ces caisses pour le remboursement de la dette publique: le marché financier réagit rapidement, la monnaie nationale est dévaluée, la dette ne diminue pas en Forint ;
- le remboursement est impensable! (tableau 4):



- les annuités diminuent à peine après 25-30 ans. Les entreprises payent 1 400 milliards d'impôt/an, donc même si cette somme était entièrement utilisée pour rembourser la dette publique, il faudrait 75 ans pour le remboursement (intérêts 7%).
- la dette publique et la dette de la population évoluent symétriquement avec l'enrichissement de la population. (tableau 5)



- Une partie de la population s'enrichit tandis que le pays et une autre frange de la population s'endette. Les riches représentent 4% de la population.

La situation est intenable – figée une fois pour toutes, les créanciers bénéficient de la dette publique et aussi de celle de la population. Il y a ceux qui s'enrichissent et ceux qui s'appauvrissent. Les endettés, pays et populations, sont dans l'incapacité de rembourser.

La dette est un moyen pour exploiter un pays ou plus exactement une partie de la population d'un pays. La dette perpétue et même renforce les rapports de force d'un moment donné. En sortir paraît impossible.